

Immigration : Une politique de retour, par Nicolas Lacave.

Les civilisations brillent et irradient. Parce qu'il ne peut y avoir deux soleils au même endroit, deux civilisations ne peuvent partager pleinement un même territoire. Décréter la société multiculturelle ne sert à rien, si la réalité la contredit. Chaque nation du monde repose sur la cohérence culturelle, celle-ci se traduit par une seule notion : l'équilibre, ou encore, l'optimum. Comme le disait le philosophe et ethnologue Claude Lévi-Strauss : « optimum de diversité au-delà duquel [les sociétés] ne sauraient aller, mais en dessous duquel elles ne peuvent, non plus, descendre... ».

Contrairement à l'idée rependue, le creuset français fonctionne toujours. Cependant, il existe pour celui-ci des populations non-intégrables. Pour les polonais, italiens, espagnols et portugais, l'assimilation a été aussi une source de souffrance. Si la greffe fut difficile pour ces peuples là, ils disposaient néanmoins d'un anti-rejet efficace : le socle culturel commun. L'immigration n'est à priori, ni bonne, ni mauvaise, c'est une politique, tout simplement. Sur un sujet aussi capital que l'immigration de peuplement, jamais un gouvernement à la demande du Chef de l'État n'a interrogé le peuple français sur ses aspirations en la matière. À l'exception du Général de Gaulle, avec le référendum pour l'indépendance de l'Algérie, qui était au cœur de la question sur l'identité des nations. « Plus tard -disait le Général-, on se rendra peut-être compte que le plus grand de tous les services que j'ai pu rendre au pays, ce fut de détacher l'Algérie de la France... On reconnaîtra que "l'intégration", la faculté donné à dix millions d'Arabes, qui deviendraient vingt, puis quarante, de s'installer en France comme chez eux, c'était la fin de la France. ». L'idée gaulliste de la nation s'opposant déjà à une société multiculturelle vouée à l'échec.

« Gouverner c'est prévoir »

Une loi sur l'interdiction du port de la burqa doit être votée au Parlement. Traiter d'un tel sujet constitue en soi une régression terrible pour notre pays. Néanmoins, s'il s'agit d'une première étape vers un débat plus large sur l'immigration (avec ses conséquences économiques, sociales et culturelles), alors cette initiative peut-être soutenue. Mais on peut craindre, malheureusement, que les responsables politiques actuels s'agitent sur un symptôme, pour mieux renoncer à l'essentiel. Il est probable aussi, que la contre-partie d'une loi sur la burqa se traduise par des concessions sur d'autres revendications. Dans cette affaire, les partisans du Grand Remplacement (comme on le nomme désormais), feindront l'indignation, mais leur repli ne sera que tactique, l'évolution des courbes démographiques et l'impuissance gouvernementale, jouent pour eux. D'ici à quinze ans, ce sujet reviendra sur la table pour s'imposer, tel un bélier fracassant le dernier rempart. La réponse à ce défi se trouve d'abord dans la remise en cause des désastres du mondialisme.

Nous assistons à un double phénomène, l'extinction et le remplacement des populations du continent européen. Les deux sont liés ; agir sur le premier, c'est déjà se prémunir du second. Aujourd'hui, les hommes ont le pouvoir, mais également le devoir de préserver la pérennité des peuples. Laisser sans réagir, où que ce soit, un peuple se substituer à un autre, est un crime contre l'humanité.

En France, débattre encore de l'intégration des populations africaines, près d'un demi-siècle après leur arrivée, c'est en constater l'échec. Les élites déphasées s'obstineront jusqu'au bout à multiplier les lois et les dépenses pour résoudre la "quadrature du cercle". Ceci entraînera deux conséquences : la ruine et la guerre.

Une véritable alternative doit être proposée. "Partir, devenir, revenir", voilà ce qui fonde le rêve de tout émigrant. L'avenir des populations arabo-musulmanes, subsahariennes, mais aussi asiatiques, se trouve dans leurs pays d'origines. Avoir émigré en France ces trente dernières années, y avoir formé une génération, puis repartir au pays pour en être les nouvelles forces vives, c'est ce choisir un destin. Plutôt que l'investissement dans une improbable intégration, affectons les budgets dans une ambitieuse politique de retour. Solution, en réalité, attendue par beaucoup dans les banlieues, sentant d'instinct que leur vie est ailleurs. Mais notre pays doit faire face au projet de colonisation politico-religieuse d'une minorité active. Se profile alors, inexorablement, une "crise algérienne à l'envers". Cette situation peut encore se résoudre politiquement. Une élaboration concertée, permettrait un règlement digne de cette question. Tous les protagonistes de cette affaire devront choisir.

Sous la plume de Jacques Bainville, Charles V disait : « Il faut que l'anglais sorte du royaume ou bien il finira par en devenir le maître. ». Ne pas avoir le courage de mettre en place un autre monde, respectant réellement la diversité humaine, et soumettant l'économie à l'intérêt de tous les hommes, conduira à une violence sans limites. Le philosophe René Girard nous aura prévenu : « Vouloir rassurer, c'est toujours contribuer au pire ».